

Sous pression, mais sans fléchir : comment les agriculteurs canadiens font face à la tempête commerciale et bâtissent quelque chose de plus solide

Cet article reflète l'information disponible au 22 septembre 2026.



Les agriculteurs canadiens traversent une période difficile. Un conflit commercial avec les États-Unis, la montée en flèche des coûts du carburant et la volatilité des prix des intrants se sont conjugués cette année, mettant les exploitations agricoles sous pression de toutes parts. Les agriculteurs subissent des pressions dont la plupart des Canadiens n'ont pas conscience, et la manière dont nous surmonterons cette tempête déterminera l'avenir de l'agriculture canadienne.

Un changement dans le statu quo et des relations commerciales tendues

Au cours des deux dernières années, les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, qui étaient relativement stables pendant des décennies, ont connu une grave rupture. La situation a atteint son point culminant lorsque, après l'échec des négociations à la mi-août, les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers de 50 % sur un large éventail de produits canadiens importés, d'une valeur d'environ 20 milliards de dollars. Le Canada a réagi quelques jours plus tard en imposant ses propres tarifs de rétorsion, allant de 15 % à 50 %, sur une valeur équivalente de marchandises américaines. La liste des mesures de rétorsion comprend près de 700 produits américains issus de divers secteurs, notamment l'acier et l'aluminium, les produits laitiers, l'appareillage ménager, l'équipement agricole, la pâte à papier et le papier, ainsi que l'électronique. La situation s'est encore aggravée lorsque le gouvernement américain a décrété des interdictions pures et simples visant les

produits laitiers canadiens et d'autres produits, qui devaient entrer en vigueur le 29 septembre.

Pour les agriculteurs des deux côtés de la frontière, cela se traduit par une pression exercée sous plusieurs angles. L'équipement agricole traverse souvent la frontière à plusieurs reprises avant qu'une machine finie arrive dans une cour de ferme, et les tarifs douaniers imposés par les deux pays en augmentent désormais le coût. Et comme le Canada est le deuxième marché en importance pour les exportations agricoles américaines, ayant acheté pour 28,4 milliards de dollars de produits agricoles américains en 2024, les répercussions se propagent à travers les chaînes d'approvisionnement dans les deux sens, perturbant des relations qui ont mis des générations à se construire.

Ces relations pourraient ne jamais se rétablir, car les chaînes d'approvisionnement seront progressivement réorientées vers d'autres marchés.

La crise du diesel

Les tarifs douaniers ne constituent qu'une partie des pressions auxquelles sont confrontés les agriculteurs. Ce printemps, le conflit impliquant l'Iran et les perturbations des livraisons de pétrole en provenance du Moyen-Orient ont entraîné une forte hausse des prix du carburant et des engrais à travers le monde. Le diesel agricole en vrac, qui se vendait environ 1,10 \$ le litre lors de la récolte de l'année dernière, dépasse désormais les 2 \$ le litre, soit une augmentation d'environ 82 %. Selon une analyse de les Producteurs du grain du Canada, l'exploitation d'une seule moissonneuse-batteuse pendant la récolte de cet automne coûte environ 15 120 \$ de plus en carburant seulement par rapport à l'année dernière. Et cela ne concerne qu'une seule machine. La même augmentation s'applique à chaque tracteur, séchoir à grains et camion de transport utilisé par une exploitation agricole.



Il s'agit d'un coût qui touche toutes les étapes de la production et du transport des aliments, du champ au silo, puis au camion qui finit par arriver à votre épicerie.

Deux bonnes nouvelles

Face à ces pressions, le Canada a mis en place deux mesures visant clairement à donner aux agriculteurs davantage de marge de manœuvre pour investir et s'adapter.

La « méga-déduction à la productivité ». Dévoilée par le premier ministre Mark Carney en septembre, cette mesure permet aux exploitations agricoles et à d'autres entreprises de déduire immédiatement la totalité du coût des nouveaux équipements, bâtiments et technologies admissibles, plutôt que de les amortir sur plusieurs années. Environ deux tiers des investissements en immobilisations seront désormais admissibles, contre environ 15 % dans le cadre du programme précédent introduit dans le budget de 2025. Bien que des travaux se poursuivent pour s'assurer que les modalités de la mesure offrent un soutien suffisant pour l'ensemble des postes de dépenses en immobilisations des agriculteurs, les groupes agricoles l'ont accueillie très favorablement. C'est le cas notamment de l'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan, qui a souligné que les achats d'équipement agricole peuvent facilement dépasser 1 million de dollars et que la déduction immédiate offre aux producteurs un outil concret pour gérer ces coûts tout en encourageant l'investissement dans des technologies qui améliorent la productivité.

Le Fonds de financement de projets agroalimentaires de 1 milliard de dollars de Financement agricole Canada. En septembre, Financement agricole Canada a lancé un nouveau fonds d'un milliard de dollars visant à remédier à un point faible de longue date du système alimentaire canadien : la capacité de transformation. S'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire du gouvernement, d'une valeur de 3,2 milliards de dollars, ce fonds est conçu pour aider à lancer des projets visant à accroître la capacité de transformation du Canada et à aider les entreprises à surmonter les obstacles au financement que les prêteurs traditionnels jugent souvent trop complexes. La lacune qu'il vise à combler est une source de frustration bien connue dans le secteur : une grande partie de la production agricole de haute qualité du Canada est expédiée à l'étranger pour y être transformée avant de revenir dans les rayons des épiceries canadiennes. Une transformation accrue au pays signifie une plus grande part de la valeur qui reste au pays.

Les agriculteurs doivent composer avec la hausse des coûts des intrants, les perturbations sur les marchés et une réelle incertitude quant à l'avenir des échanges commerciaux avec notre principal partenaire. Cette situation n'est pas seulement pénible pour les agriculteurs, car ces pressions se répercutent sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et commencent à se refléter dans le prix des aliments vendus en épicerie.



Mais on peut faire valoir que ces difficultés accélèrent également une évolution dont l'agriculture canadienne a besoin depuis longtemps : une volonté de diversifier les marchés au-delà des États-Unis, de renforcer les capacités de transformation et de valeur ajoutée au pays, et d'investir dans les outils de productivité qui permettent aux exploitations agricoles de rester compétitives. La méga-déduction pour la productivité et le Fonds de financement de projets agroalimentaires constituent tous deux, à leur manière, des paris sur un avenir prometteur, où le Canada dépendra moins d'un seul partenaire commercial et s'appuiera davantage sur la force de son propre système alimentaire. Un avenir où le Canada pourrait devenir une superpuissance agricole et alimentaire.

L'ancien statu quo avec les États-Unis n'est pas une garantie, et les agriculteurs et les consommateurs canadiens en subissent les effets pour l'instant. Mais la réponse qui se dessine laisse entrevoir que, lorsque la poussière sera retombée, le secteur agricole canadien pourrait en sortir plus allégé, plus diversifié et plus résilient qu'auparavant.